



Choix et contraintes : femmes, démographie et travail

Andrée Fortin

Volume 32, Number 3, 1991

Femmes et reproduction

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056642ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056642ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Fortin, A. (1991). Choix et contraintes : femmes, démographie et travail. *Recherches sociographiques*, 32(3), 441–453. <https://doi.org/10.7202/056642ar>

Article abstract

The publication of the proceedings of the symposium «Femmes et questions démographiques» provides an occasion to reflect on the links between productive work and reproductive work. Women often bear the burden of low birth rates. The authors respond to an alarmist view of demography with an optimistic interpretation of recent trends and a reflection on the complexity of the links between production and reproduction. What is unmentioned in these analyses is the profound transformation of the labour market that is under way : dualization, tertiarization, which create the need for a new social division of labour.

CHOIX ET CONTRAINTES: FEMMES, DÉMOGRAPHIE ET TRAVAIL

Andrée FORTIN

La publication des actes du colloque « Femmes et questions démographiques » fournit l'occasion d'une réflexion sur les liens entre le travail productif et le travail reproductif. Les femmes portent souvent le fardeau de la dénatalité. À une vision alarmiste de la démographie, les auteures répliquent par une lecture optimiste des tendances récentes et par une réflexion sur la complexité des liens entre production et reproduction. Le non-dit de ces analyses est la profonde transformation du marché du travail en cours : dualisation, tertiarisation, qui obligent à un nouveau partage social du travail.

Le colloque « Femmes et questions démographiques », organisé par le Conseil du statut de la femme (C.S.F., 1991) et tenu à la section études féministes du congrès de l'ACFAS, les 15 et 16 mai 1990, aurait tout aussi bien pu, à la faveur d'un léger déplacement du regard, s'intituler « Femmes et travail ». C'est que production et reproduction sont indissociables, tant dans la pratique des femmes et dans la division sociale du travail, que conceptuellement.¹

Les actes de ce colloque fournissent l'occasion de nous arrêter une fois encore sur ce lien entre production et reproduction. Des femmes, des féministes, ont pris la parole sur la démographie ; cela mérite qu'on s'y attarde pour plusieurs raisons. Bien souvent, comme le souligne Marie LAVIGNE, la baisse de la natalité est attribuée aux

1. Louise VANDELAC a beaucoup réfléchi sur les liens entre la production et la reproduction, en particulier dans VANDELAC, 1981 ; VANDELAC *et al.*, 1985. Ces liens s'imposent à l'analyse, même lorsqu'on essaie de les dissocier. Ainsi, un numéro spécial de *Sociologie et sociétés*, au sous-titre *Sociologie des phénomènes démographiques* (XIX, 1, 1987) comprend un article sur le marché du travail, un autre sur le travail domestique et enfin un sur les garderies, à côté d'analyses plus classiquement démographiques.

femmes, à leur participation au marché du travail, à leurs aspirations socioprofessionnelles, et non aux hommes ou à l'ensemble de la société qui fait peu de place aux enfants, qui valorise peu le rôle parental ; symétriquement le poids du vieillissement est attribué à la longévité des femmes et à leur pauvreté plutôt qu'aux rapports entre les générations. Qu'ont à répliquer les femmes ?

Deux choses essentiellement : tout d'abord, par opposition à une vision alarmiste et même catastrophiste de la démographie, l'optimisme prévaut : légère remontée de la natalité depuis 1988 ; tendance des générations plus jeunes à avoir leurs enfants plus tôt, mais aussi à interrompre moins longtemps leur participation au marché du travail ; proportion importante des femmes ayant au moins un enfant, plus importante en fait qu'au début du siècle ; perspectives de retraite plus réjouissantes pour les femmes qui sont de plus en plus scolarisées et qui bénéficient en nombre croissant d'un régime de retraite. Cet optimisme, toutefois, ne s'appuie que sur le versant féminin de la démographie.

Deuxième élément de réponse : une réflexion sur la complexité des liens entre production et reproduction, et sur les formes que cela prend dans notre société. Plusieurs conférencières soulignent combien un retour en arrière, à l'état de femme au foyer, serait illusoire. Les femmes veulent des enfants, soit, mais aussi participer au marché du travail. Comme incitation à la maternité, il ne faut pas penser « salaire de la femme au foyer », mais bien « congés de maternité », « congés parentaux », « garderies en milieu de travail », « modulations d'horaires ». Toutes ces mesures, si nécessaires qu'elles soient pour faciliter la tâche des parents, portent-elles sur le fond du problème ?

Femmes et travail : une analyse démographique non alarmiste

La première partie des actes du colloque « Femmes et questions démographiques » est centrée sur le taux de natalité et le désir d'enfant, à travers une réflexion sur la conciliation entre le travail à l'extérieur du foyer et la maternité. La deuxième analyse le comportement démographique des jeunes femmes, ce qui est bien sûr indissociable d'une réflexion sur la précarité de l'emploi et la dualisation du marché du travail, sur le travail à temps partiel et la question de l'immigration. La troisième partie, qui porte sur le vieillissement, n'a pas pu faire l'économie d'une réflexion sur le travail, celui qui précède la retraite et celui qui peut s'exercer à la retraite. Dans la conclusion, la perspective féministe qui avait guidé les analyses précédentes, se combine avec des considérations historiques, théoriques et épistémologiques. Le colloque voulait donner la parole tant aux chercheuses universitaires qu'à celles de la fonction publique, et cherchait l'équilibre entre les démarches qualitatives, quantitatives et les propositions d'actions. Dans l'ensemble, ces objectifs sont atteints.

Reprenons systématiquement. L'exercice vaut le détour, tant par les faits mis en évidence et les convergences inattendues que par les creux ou les non-dits des discours.

Malgré le titre de la première partie « Conciliation de la maternité et de la vie professionnelle », il en ressort que la rencontre se fait plus souvent sous le mode de la confrontation que de la conciliation proprement dite. Anne-Marie DEVREUX étudie comment de futures mères vivent leur situation de travailleuses enceintes. Deux constatations, qui se rejoignent, et dont découle le reste de l'analyse : « l'absence de statut social reconnu de la production d'enfants » et « l'invisibilité sociale de la gestation ». Les futures mères rencontrent une résistance de leur milieu de travail, ce qui donne lieu sinon à des affrontements, du moins à des confrontations, et elles subissent une perte de crédibilité professionnelle. C'est le lot de toutes, mais la situation peut varier énormément et prendre des couleurs très diverses selon les catégories socioprofessionnelles. À cet égard, Devreux déplore que plusieurs statistiques nous apprennent seulement si les femmes sont « au travail » ou « au foyer », sans préciser le cas échéant ce qu'elles font sur le marché du travail, même si les conditions d'une ouvrière, d'une employée de bureau ou d'une professionnelle, enceinte ou mère, ne sont pas les mêmes.

Cette recherche a été effectuée en France et l'auteure ne s'aventure pas à parler du Québec ; il y a lieu de croire que les résistances que rencontrent les travailleuses enceintes ne soient pas moindres de ce côté-ci de l'Atlantique, quand on sait, de source gouvernementale, que la grossesse demeure le principal motif de congédiement illégal.

Ce que les travaux de Devreux montrent implicitement, c'est que malgré le fait que la majorité des femmes, et des mères, même de tous jeunes enfants, participent au marché du travail, celui-ci ne s'est pas encore adapté. On ne sait pas quoi y faire d'elles. Cela fait peser un poids considérable sur les femmes, car ce sont elles qui doivent s'ajuster. Ajoutons, dans le prolongement des réflexions de Devreux, que le renversement des normes s'est produit très vite. Il y a trente ans encore, une femme sur le marché du travail devait se justifier d'être malgré tout une bonne mère ; désormais ce sont les femmes au foyer qui se tiennent sur la défensive et doivent faire la preuve qu'elles ne sont pas aliénées... La norme s'est renversée sans que suivent les institutions. Question de retard, ou impossibilité structurelle ?

Le texte de Hélène DESROSIERS et Céline LE BOURDAIS enchaîne sur le même type de préoccupations, mais avec une avalanche de chiffres. L'accent est mis sur le travail à temps partiel. Pourquoi ? Parce que les femmes ont des trajectoires d'emploi discontinues et travaillent souvent à temps partiel. La question que les chercheuses posent et à laquelle la réponse n'est pas évidente, même à la lumière de toutes les données qu'elles apportent, est la suivante : le temps partiel serait-il davantage un choix des employeurs que des travailleuses ? Pour celles-ci, ne serait-ce, au fond, qu'un choix « par défaut » ? Le portrait des travailleuses à temps partiel que tracent Desrosiers et Le Bourdais est très révélateur : elles ont la plupart du temps des enfants... et un conjoint, car le salaire qu'elles retirent de leur emploi ne suffit pas à faire vivre une famille monoparentale (le temps partiel peut faire l'objet d'un choix si la famille dispose d'une autre source de revenu) ; souvent ces travailleuses sont aux

prises avec des horaires variables, ce qui complique le soin et la garde des enfants. Même lorsqu'elles ont un conjoint, elles ne choisissent pas nécessairement le temps partiel : le marché du travail se resserre et parfois les plus jeunes n'arrivent pas à s'y insérer autrement. Par ailleurs, et dans le même sens que Devreux, Desrosiers et Le Bourdais évoquent des différences entre les femmes selon leur scolarité : les plus instruites, et celles du secteur public, auraient davantage le choix entre le temps plein et le temps partiel ; quant aux moins instruites, elles auraient plutôt tendance à interrompre complètement leur participation au marché du travail quelques années, pour le réintégrer à plein temps une fois les enfants à l'école.

Ces observations doivent être situées dans le cadre sinon d'une récession, du moins d'une réorganisation du marché du travail : les emplois sont de plus en plus précaires et à temps partiel ; ce sont ces emplois qui s'offrent aux femmes, même à celles qui n'ont pas d'enfants, ce qui évidemment touche de plein fouet les jeunes. Pour les auteures, le temps partiel n'est trop souvent qu'un cul-de-sac professionnel, qui renforce la division traditionnelle des tâches à l'intérieur de la famille dans la mesure où c'est toujours aux femmes qu'il échoit. La démarche de ces chercheuses québécoises est très différente de celle de Devreux, mais la conclusion est la même : aux mères de s'ajuster !

À la suite de ces conclusions, plutôt sombres, Francine LEPAGE du Conseil du statut de la femme (C.S.F.) présente quelques propositions d'action, assorties de pistes à éviter. À proscrire selon elle : les mesures favorisant le retour au foyer ou orientées vers les seules travailleuses ; celles qui visent les enfants à naître plutôt que ceux déjà nés et enfin, celles axées sur le troisième enfant. Par ailleurs, il faut prendre acte de la situation difficile des jeunes adultes sur le marché du travail ; du fait que les cadres travaillent 70 heures par semaine (c'est-à-dire : le discours de l'excellence et de la performance n'est pas compatible avec les responsabilités parentales) ; et enfin de la place, ou plutôt de l'absence de place, des enfants dans la société.

Dans ce contexte, selon Lepage, autant le gouvernement que les entreprises doivent faire des efforts financiers pour améliorer les services de garderie en milieu de travail (augmentation de leur nombre et de leurs heures d'ouverture), aussi bien que les congés de maternité et parentaux. Le C.S.F., à l'instar de plusieurs autres organismes, revendique que l'accouchement et le congé de maternité subséquent n'occasionnent aucune perte de revenu pour la mère. Notons au passage, et dans le même sens que les préoccupations de Lepage, le hiatus entre la durée des congés de maternité, une histoire de quelques semaines, quinze ou vingt, et les normes des garderies, établies en mois : on y accepte généralement les enfants à dix-huit ou vingt-quatre mois.

Bref, les études de la première partie de « Femmes et questions démographiques » arrivent aux mêmes conclusions : peu de place sur le marché du travail pour les mères, pourtant elles y sont massivement. Retards dus à la vitesse des changements ou incompatibilité profonde ? Le travail des cadres pointe dans la seconde direction. Bien souvent il réclame 70 heures par semaine, ce qui suppose l'existence

soit d'un autre parent plus disponible, soit d'une gardienne à temps plein. Cela sous-entend surtout que la réussite sociale soit comprise comme une réussite professionnelle qui ne fait pas de place aux enfants. Les modèles d'excellence proposés aux femmes et aux hommes sont ceux-là; comme les hommes semblent s'en satisfaire, échoit-il aux femmes d'en proposer de nouveaux?

La seconde partie des actes du colloque porte sur l'avenir démographique. Madeleine ROCHON se montre fondamentalement optimiste: plus de femmes nées en 1944 ou 1945 ont eu un premier enfant que celles nées entre 1911 et 1915; on observe une reprise de la natalité depuis 1988 et, en particulier, une augmentation des naissances à 26 ans et moins; les trois quarts des femmes qui ont eu un enfant en ont, ou en auront, un second. En contrepartie, celles qui ont deux enfants sont moins portées qu'autrefois à en avoir un troisième. De plus, on s'en doute mais il n'est pas mauvais de le rappeler, les femmes ont un enfant, généralement, dans le cadre d'un couple, mais de moins en moins d'un couple marié; là où le bât blesse, c'est que de moins en moins de femmes vivent en couple. Autre sujet d'inquiétude, la stérilisation des femmes en âge de procréer est très importante. Malgré tout, selon Rochon, il y a dans ce tableau davantage d'éléments positifs que de négatifs.

Micheline LABELLE, pour sa part, traite des immigrantes dans un texte très touffu et, à l'instar de ceux de la première partie, plus près de la sociologie du travail que de la démographie au sens strict. Après avoir tracé un portrait de l'immigration récente selon la provenance, certaines catégories (réfugiés, membres de famille, etc.), et le sexe, elle analyse l'intégration des femmes immigrantes dans le monde du travail, première étape de l'intégration sociale. Il en ressort que les femmes immigrantes participent davantage au marché du travail que celles nées ici, malgré leur difficulté à faire reconnaître leurs qualifications acquises à l'extérieur du Québec. Les emplois qu'elles occupent sont très polarisés entre les très bons et les très mauvais. Souvent elles travaillent dans des enclaves ethniques. Le lien avec les questions soulevées précédemment est facile à établir, même si Labelle ne le fait pas explicitement: la conciliation de la maternité et de la vie professionnelle, malgré la présence parfois d'un réseau de soutien ethnique, risque d'être pour ces femmes immigrantes encore plus difficile que pour celles nées au Québec.

En fait, cette seconde partie se situe dans le prolongement de la première. Réfléchir sur l'avenir démographique sans tenir compte du marché du travail est tout à fait impossible dans la mesure où les femmes y participent. Le texte de Rochon pose implicitement deux questions. Pourquoi choisir la stérilisation comme méthode contraceptive? Pourquoi de moins en moins de femmes vivent-elles en couple? Toute la question des rapports entre les sexes est sous-entendue ici. Et même si le colloque met l'accent sur les femmes, on ne peut oublier qu'il faut tout de même des hommes pour faire des enfants... et un monde. Les femmes changent, et travaillent à l'extérieur de leur foyer; mais l'autre moitié du monde change-t-elle?

La troisième partie traite du vieillissement. Nicole MARCIL-GRATTON part du fait qu'aujourd'hui être vieux, c'est souvent être vieille. Tout en dénonçant la vision

alarmiste du vieillissement, elle évoque la forme de champignon nucléaire de la pyramide des âges. Son optimisme se fonde sur le fait que les vieilles de demain seront différentes de celles d'aujourd'hui. Ayant travaillé, elles seront financièrement plus autonomes et bénéficieront en plus grand nombre de régimes de retraite. Ayant vécu seules avant de vivre en couple ou après une séparation, elles seront aussi plus autonomes du point de vue psychologique; la solitude n'aura pas pour elles la même signification que pour leurs aînées qui souvent ne quittaient leurs parents que pour se marier.

Anne GAUTHIER se penche sur les coûts des services de santé. Première constatation, contre-intuitive: cette augmentation est proportionnellement inférieure à celle du P.N.B. Deuxième constatation, rejoignant davantage l'intuition: l'augmentation des personnes âgées dans les hôpitaux est supérieure à leur augmentation dans l'ensemble de la population. Ces considérations faites, il faut faire des distinctions dans le groupe des 65 ans et plus, dont les conditions de santé et l'autonomie varient beaucoup. Comme solution à la consommation des soins par les personnes âgées, Gauthier propose des groupes d'autosanté sur le modèle de ceux des femmes; d'ailleurs son texte se conclut sur une comparaison entre la médicalisation de la maternité et de la vieillesse, piste qu'on aurait eu plaisir à la voir explorer davantage.

Dans un autre ordre d'idées et sur un ton caustique, Verena BERNARDIN-HALDEMANN trace un parallèle entre l'attitude vis-à-vis du vieillissement de la population et celle vis-à-vis de l'augmentation démographique du Tiers-Monde. Selon elle, la marginalisation des vieux ne tient ni à leur santé, ni à leur âge en tant que tel ou à leur sexe, mais à leur exclusion du marché du travail. L'âge de la retraite, et le concept même de retraite, créent les vieux. En particulier, elle note que le cycle de vie se restructure complètement et que les femmes consacrent désormais plus de temps à leurs parents et à leur mari qu'à leurs enfants; celles de 50 ou 60 ans doivent fréquemment prendre soin de leurs vieux parents. L'auteure discute de la place prise historiquement par les personnes âgées dans la société, pour conclure qu'elles forment une sorte d'armée de réserve de travailleurs, selon les variations du chômage et de la pyramide des âges. Pour Bernardin-Haldemann, pas de demi-mesures possibles: il faut « revoir l'organisation du travail sur tous les plans ».

La dernière section de l'ouvrage marque une légère rupture et traite de questions plus générales. Le texte de Yolande LAVOIE est particulièrement intéressant en ce qu'il replace le débat actuel dans une perspective historique. Grâce à la baisse de la mortalité infantile au 19^e siècle, un plus grand nombre d'enfants survivent, ce qui accroît le fardeau des mères et entraîne par le fait même une demande de contraception. Conséquemment, les femmes consacrent actuellement moins de temps aux activités reproductives et leurs efforts sont plus « efficaces », au sens où les enfants survivent davantage. Par ailleurs, avant de s'affoler sur la montée des divorces, ne faut-il pas la mettre en parallèle avec l'allongement de l'espérance de vie et donc de la vie matrimoniale; de même, le remariage des veufs d'hier n'est-il pas analogue à celui des divorcés d'aujourd'hui? De plus, Lavoie situe la démographie québécoise

dans une perspective planétaire de surpopulation. Pour elle, l'élément essentiel de la nouvelle donne démographique, qui rejoint certaines conclusions des conférencières précédentes, réside dans le fait que, si elles ont à choisir entre travail et maternité, les femmes choisiront le travail, malgré la précarité économique qui est souvent le lot des jeunes mères. (Précarité économique qui n'est sans doute pas sans lien avec la précarité affective et la descendance finale, comme le fait remarquer Lavoie.)

Maria DE KONINCK, pour sa part, affirme que les femmes n'ont pas acquis une véritable autonomie reproductive et que leurs décisions en la matière sont extrêmement encadrées, en particulier par la technicisation du processus de reproduction, laquelle n'est pas nouvelle mais s'est considérablement accélérée au cours des dix dernières années avec la normalisation de la césarienne, de l'échographie et même de l'amniocentèse, sans parler des nouvelles technologies de reproduction.

Marie LAVIGNE, dans son mot de la fin, met des points sur plusieurs i... La démographie a peu fait l'objet de critiques féministes... sans doute parce qu'elle parlait « spontanément » des femmes. Lavigne rappelle qu'on peut bien faire l'éloge de la revanche des berceaux et de la grande fécondité de nos ancêtres, mais qu'il ne faut pas oublier qu'elles s'accompagnèrent de l'exode aux États-Unis et dans l'Ouest canadien d'une proportion importante de la population canadienne-française. Par ailleurs, elle souligne que dans les discussions sur la maternité et le travail à l'extérieur du foyer, il faut garder en tête que la baisse de la natalité a commencé bien avant l'entrée massive des femmes sur le marché du travail. Enfin, ajoute-t-elle, les femmes n'ayant aujourd'hui statistiquement ni plus ni moins de premier enfant qu'au début du siècle² la question souvent évoquée de la non-maternité des femmes les plus instruites n'est qu'un faux problème.

C'est dans cette dernière partie que le point de vue féministe est le plus explicite, que sont soulevées les questions les plus générales et surtout que sont situées dans une perspective historique les analyses des sections précédentes. Ces propos auraient pu apparaître dès le début, car ils éclairent rétrospectivement les textes, laissant à la conclusion d'approfondir, dans une perspective féministe, les questions soulevées au fil des conférences. Sans doute, au colloque même, était-ce difficile d'élargir la discussion, mais la lecture du livre donne lieu à maintes interrogations sur le travail, sur la production et la reproduction, qu'une postface aurait pu systématiser.

Réflexions générales sur la production et la reproduction

Plusieurs mesures et aménagements proposés au colloque « Femmes et questions démographiques » (en grande partie par des chercheuses appartenant à la fonction publique) et relatifs à la conciliation du travail et de la maternité ou à la retraite, sont tout à fait logiques et pertinents, pour ne pas dire essentiels, ce qui n'empêche

2. Madeleine ROCHON, dans son texte, compare les femmes nées entre 1911 et 1915 et celles nées en 1944 ou 1945, les deux cohortes en question ayant déjà terminé leur vie reproductive.

pas que gouvernements et entreprises en soient encore loin. Mais ce ne sont que des aménagements qui rendraient la situation plus supportable sans régler le fond du problème.

Pour bien cerner les rapports entre la production et la reproduction, ce qu'ils sont et ce qu'ils pourraient devenir, il faut tenir compte que la production se transforme, ce qui modifie par ricochet la reproduction et les relations entre ces deux réalités. Pour le dire autrement, c'est la division sociale du travail qui se modifie, ce qui, si on se rapporte à un des pères fondateurs de la sociologie, Émile Durkheim, n'est pas sans effet sur les solidarités. Par ailleurs, les transformations dans la reproduction ne concernent pas que le travail domestique, c'est la naissance qui se modifie par la normalisation de techniques comme la césarienne et même, la conception où interviennent désormais les technologies de fécondation *in vivo* et *in vitro*, ce qui a des incidences sur les relations entre les hommes et les femmes, entre les adultes et les enfants, entre la nature et la culture.

Les questions démographiques, abordées au colloque, bien au-delà de considérations sur la pyramide des âges et le taux de fécondité, soulèvent donc celles des rapports entre les sexes et les générations et du partage des tâches productives et reproductives. Cela met en question bien plus que la situation des femmes sur le marché du travail, la place même du travail dans les rapports sociaux.

Depuis quelques années, plusieurs auteurs soulignent que le travail a perdu sa centralité dans les rapports sociaux, ce qui s'observe en particulier dans les revendications des mouvements sociaux. TOURAINE (1978 et 1989) et MELUCCI (1983) montrent comment ce que les mouvements sociaux actuels réclament n'est pas, en dernière instance, une meilleure position dans les rapports de production, ni un meilleur contrôle sur les moyens de production, mais la reconnaissance de leur identité. Autrement dit, les revendications passent du registre de la production matérielle à celui de la production symbolique. GORZ (1988 et 1990) insiste sur les gains de productivité réalisés grâce à l'informatique (pensons aux usines d'automobiles...), qui ont fait que le plein emploi devient une chimère, à tout le moins le plein emploi à 40 heures par semaine. S'ajoute à cette remise en question, le problème écologique qui force à réévaluer l'appareil productif, les objectifs et le modèle de développement... ici et au Tiers-Monde. À moyen terme, cela entraînera des changements non pas tant de niveau de vie que de mode de vie : si on ne veut plus aménager les rivières pour respecter l'environnement faunique et les traditions des populations autochtones, si on ne veut pas non plus recourir à l'énergie nucléaire par crainte des accidents que pourraient provoquer la gestion des centrales et l'entreposage des déchets, cela implique qu'il faut modifier les habitudes de consommation et conséquemment l'exercice du travail aussi bien domestique qu'industriel.

Déjà se profilent des transformations dans le monde du travail et dans le rapport à l'environnement ; le phénomène est international et résulte de la conjonction d'une foule de facteurs politiques, économiques, sociaux, culturels et écologiques, ce qui n'en facilite pas la compréhension. Chose certaine, on assiste d'une part à la

dualisation de la société (croissance des inégalités économiques générationnelles et spatiales à l'intérieur des pays, et entre le Nord et le Sud) et d'autre part à la tertiarisation économique. (TREMBLAY, 1990.) Ce n'est plus d'aménagements ou d'ajustements qu'il est question, mais d'un nouveau rapport à l'environnement, d'un nouveau modèle de développement et de société, qui reste encore en bonne partie à inventer, tant dans les pratiques économiques et écologiques que dans les mentalités, dans l'imaginaire social.

Même si on n'en a pas toujours clairement conscience, c'est dans ce paysage mouvant que se situe actuellement la rencontre de la maternité et du monde du travail. La maternité se redéfinit par rapport au travail, mais ce dernier est soumis à de très fortes pressions et à des transformations structurelles, non conjoncturelles. Les revendications des femmes quant à leur intégration dans le monde du travail les situent-elles une révolution en retard? Qu'en penser au moment où le travail perd sa centralité dans les rapports sociaux, où le plein emploi à plein temps paraît plus impossible que jamais?

Ainsi ressurgit la question, classique en sociologie, de la division sociale du travail. Non seulement de sa division sexuelle, mais de la division globale entre le productif et le reproductif, les deux étant tout aussi nécessaires, mais le second tendant à être occulté comme si du fait que les femmes participent au marché du travail ou que se multiplient les appareils électroménagers, celui-ci devenait moins nécessaire ou plus simple, ou plus court; en fait c'est le contraire, à mesure que se multiplient les appareils, augmentent les exigences³. Le même phénomène se produit en éducation: on a moins d'enfants, mais on attend davantage de chacun d'eux. Les féministes dénoncent souvent la double tâche qui est le lot des mères. Là on voit où le bât blesse: trois tâches pour deux adultes! Une tâche et demie pour chacun d'eux si le partage est égalitaire. Considérons à présent les personnes vivant seules, quel que soit leur sexe. Elles ont deux tâches à accomplir, la productive et la domestique: les repas doivent être préparés, les vêtements lavés, l'appartement nettoyé, etc., qu'on habite seul ou avec d'autres, qu'on soit homme ou femme. Tenant compte d'une part du nombre croissant de personnes habitant seules et de parents qui partagent la garde de leurs enfants, et des normes de propreté contemporaines d'autre part, le travail domestique total a sûrement augmenté depuis le début du siècle, et même depuis l'après-guerre. Parallèlement, la participation au marché du travail s'est généralisée. Somme toute, le travail total aurait augmenté.

Sur les liens entre le travail domestique et celui sur le marché du travail, il existe à la fois beaucoup et très peu de réflexions sociologiques. Ainsi l'ouvrage du C.S.F. supervisé par VANDELAC (1985), «incontournable» synthèse des travaux tant américains qu'euro-péens et québécois, est décevant dans la mesure où il s'arrête à mi-chemin: la critique de l'existant est impitoyable, mais aucune avenue de solution, de

3. Les normes de propreté ont augmenté à la faveur de l'efficacité des appareils ménagers. Plusieurs études estiment que lesdits appareils ne font pas gagner de temps; voir VANDELAC *et al.*, 1985, 166-171.

dépassement, n'est esquissée ; la question demeure : que faire ? On ne peut éliminer le travail domestique, et plus généralement reproductif, d'un coup de baguette magique ni par la critique de la façon dont il s'exerce actuellement. Il n'y a pas 36 000 solutions. S'il ne s'effectue pas par les personnes concernées, trois possibilités demeurent : 1° le recours à des domestiques ; 2° payer pour des services de garderie, de nettoyage de couches, de restauration, de ménage, etc., ou enfin, 3° la socialisation, la collectivisation de ce travail. Revenir à la domesticité privée semble impensable ; payer pour les services grâce à l'argent acquis sur le marché du travail, un cercle vicieux, voire une absurdité. La collectivisation ? Ici il faut méditer l'exemple des kibboutz où à une socialisation maximale du travail domestique, a succédé une reprivatisation relative, (SPIRO, 1979.) C'est qu'il y a une part de plaisir à effectuer certaines tâches pour ceux et celles qu'on aime.

« Activities which would have seemed unbelievable for a kibbutz woman a generation ago — baking pies and cakes for the family, crocheting sweaters for her children, preparing breakfast for them on her day off and dinner on Saturday evening — these, and more, are now typical female activities.

To put it somewhat more abstractly, instead as been viewed as an obstacle to female emancipation, the care of and concern for their children is now viewed by many woman as an important source of personal fulfilment. » (SPIRO, 1979, p. 32.)⁴

Cette évolution est d'autant plus remarquable que les femmes dont il est question ici, élevées au kibboutz, n'ont pas été socialisées à ces tâches et ont reçu une éducation semblable à celle des hommes avec lesquels elles ont grandi. Ce sont elles qui ont réclamé des cuisines personnelles, de plus grands appartements... ce qui a accru leurs tâches domestiques, sans diminuer leur participation aux tâches productives « ordinaires » du Kibboutz.

De cet exemple, ne retenons pas tant que ce soient les femmes plutôt que les hommes qui effectuent ces activités, rien de nécessaire à cet égard. L'important pour la discussion présente est que la collectivisation des tâches, si elle comporte des avantages, n'est pas non plus une panacée et ne peut être poussée au-delà d'un certain seuil (loin d'être atteint en général, soit dit en passant). SPIRO en reste à l'observation. GIARD esquisse une analyse :

« En ces temps où de nombreux salariés sont rivés à des tâches subalternes de bureau, à une production paperassière sans horizon ni marge d'initiative, où rien de leur travail ne subsiste à la fin de la journée sinon l'usure amère de tant d'heures grises, la préparation d'un repas fournit ce rare bonheur de produire soi-même quelque chose, de susciter du nouveau, de façonner un fragment de réel, de connaître les joies d'une miniaturisation démiurgique, tout en s'assurant la reconnaissance de ceux qui le consommeront par d'innocentes séductions. » (GIARD, 1980, p. 159.)

4. Traduction libre : Des activités qui auraient semblé inconcevables pour une femme vivant en kibboutz il y a une génération — préparer des tartes et des gâteaux pour sa famille, tricoter des gilets pour ses enfants, préparer leur déjeuner lors de son jour de congé et le souper du samedi soir — sont désormais des activités féminines typiques. Pour le dire de façon plus abstraite, au lieu de paraître un obstacle à l'émancipation féminine, s'occuper de leurs enfants est considéré par plusieurs femmes comme une source d'épanouissement personnel.

Retenons de cette apologie de l'art culinaire non seulement qu'il puisse être plus valorisant que le travail rémunéré, mais que ce qui est en question dans la dénonciation de la double tâche, c'est au moins autant le fait du redoublement des tâches que la nature de chacune d'elles.

Gorz, dans le même sens, soutient que le travail domestique n'est pas nécessairement le lieu de l'aliénation, qu'il peut même être un lieu d'autonomie, comme le savaient déjà bien des femmes qui quittaient le milieu du travail en se mariant⁵ : si le travail rémunéré aliène les hommes, il va sans dire qu'il n'épargne pas les femmes. Bien sûr, il peut apporter des revenus intéressants, indispensables et, dans la mesure où tous et toutes travaillent, des relations sociales et ainsi conférer de l'autonomie. Mais départager clairement l'autonomie et l'aliénation qu'apportent le marché du travail ou le travail domestique est pratiquement impossible. Chaque médaille a son revers⁶. Existe-t-il une façon complètement différente du partage traditionnel d'articuler le travail productif et reproductif, en tenant compte tant de leur nécessité que de leurs bons et moins bons côtés ?

Le partage des tâches peut s'effectuer entre conjoints, entre personnes de même génération, mais aussi entre les générations. (YOUNG et WILLMOT.) Cela nous entraîne sur le terrain des relations entre les groupes d'âge qui, quoi qu'on en dise, sont de plus en plus ségrégués dans notre société. Autrefois, les fonctions d'habitation et de travail se vivaient dans le même quartier; désormais les lieux de travail et d'habitation sont dissociés, obligeant à de longues heures de transport. Les quartiers sont de plus en plus homogènes selon les revenus de leurs habitants, l'étape de leur cycle de vie, et même leur mode de vie (*lifestyle*). Comme si cela ne suffisait pas, chaque groupe d'âge est pris en charge par des institutions particulières: garderies, écoles, milieu de travail, maisons de retraite. Noircissement? Mais il n'est pas rare que des personnes âgées ne voient jamais de «jeunes» (comme tous les moins de 40 ans peuvent en faire l'expérience en allant visiter leurs vieux dans lesdites maisons de retraite), que des adultes ne voient jamais d'enfants. Les groupes d'âge développent ainsi méfiance et intolérance les uns envers les autres: les vieux sont capricieux disent les jeunes; les enfants, trop bruyants, disent ceux qui n'en ont pas. De même, la classe moyenne a peur des pauvres, des marginaux. À Québec, plusieurs redoutent d'aller magasiner au Mail Centre-Ville, aussi n'y sont-ils jamais allés, entretenant ainsi leurs préjugés. Pas besoin de longues considérations sociologiques ou ethnogra-

5. Elles n'avaient pas nécessairement le choix, il est vrai, mais dans plusieurs cas, pas tous, cela était vécu comme une libération des contraintes de la vie en usine ou en bureau. Les entrevues réalisées par Nicole GAGNON au début des années soixante et dont nous avons effectué une analyse secondaire, contiennent plusieurs témoignages en ce sens. (FORTIN *et al.*, 1987.)

6. « Il y a un domaine où l'individu doit s'appartenir et se produire souverainement, à l'abri de tout contrôle et de toute norme sociale. C'est le domaine privé. Le travail nécessaire dans ce domaine-là ne peut avoir le même statut que le travail dans la sphère publique. Je l'appelle "travail pour soi". Il est ambivalent, à la fois fardeau et épanouissement du mouvement de la vie, ou tantôt l'un, tantôt l'autre, selon les circonstances. S'en décharger, c'est en charger des serviteurs. Il comprend notamment toutes les activités d'auto-entretien. » (GORZ, 1990, p. 71.)

phiques pour se convaincre qu'il n'y a pas de place pour les vieux, ni pour les enfants et leurs parents dans la société, pas plus dans les transports en commun que dans les commerces ou dans la plupart des restaurants. Que dire des milieux de travail qui ne savent comment accueillir les enfants pendant les « journées pédagogiques » ? Mais alors pour qui y a-t-il de la place dans la société actuelle ? Ce qui a pu paraître un détour par la division du travail nous ramène ainsi aux questions démographiques.

Historiquement, production et reproduction ont été longtemps indissociables ; ce n'est qu'avec la société industrielle qu'elles se différencient selon l'espace, les personnes responsables de leur prise en charge, et surtout conceptuellement. Et ce n'est que lorsque ce clivage est intériorisé, passé dans les mentalités, que le travail reproductif est dévalorisé socialement, et qu'on ne peut plus dire, en y croyant, « Môme travaille pas, a trop d'ouvrage ». La division sociale du travail entre les sexes sous-entendue par une telle phrase n'a plus cours.

Or la société industrielle est en voie de laisser la place à une autre. Qu'on l'appelle postindustrielle, duale, décisionnelle, peu importe⁷. C'est l'occasion de repenser la division du travail sans se laisser emporter par les restructurations du marché, le travail précaire entraînant la précarité sous toutes ses formes, et par la segmentation croissante des groupes sociaux. C'est là le non-dit de plusieurs analyses féministes, implacables dans leur dénonciation, mais qui finalement réclament l'égalité dans le système actuel plutôt qu'un changement de système. Comment les blâmer à la lumière de la réception de leurs analyses ? Si les travailleuses enceintes subissent une perte de crédibilité professionnelle comme l'affirme Devreux, que dire des féministes dont les analyses sont souvent disqualifiées du revers de la main par leurs confrères du seul fait de leur affirmation féministe ?

Choix ou contraintes ? Dans la société actuelle, ce sont les mères qui doivent s'adapter au monde du travail et à la société en général, alors qu'on aurait pu souhaiter, sans verser dans l'utopie, que ce soit la société qui s'organise en fonction des rôles parentaux...

Le colloque « Femmes et questions démographiques » a tracé peu d'avenues nouvelles. Bien sûr, tel n'en était pas l'objet, mais entre les lignes s'y lit une condamnation presque sans appel de notre société. FOURIER disait : le degré d'évolution d'une société se mesure à la place qu'elle fait aux femmes ; ce colloque montre qu'il reste bien du chemin à faire, en particulier pour les mères. Ajoutons qu'une société qui ne fait pas place aux parents et à leurs enfants en fait bien peu à la vie.

Andrée FORTIN

*Département de sociologie,
Université Laval.*

7. Bien entendu les qualificatifs donnés à la société vers laquelle nous nous dirigeons dépendent du jugement qu'on porte sur elle, et sur la société actuelle. Dans les années 1960 et 1970, on parlait de société des loisirs ou postindustrielle, signe d'une évaluation positive du passage ; dans les années 1980 et 1990, les expressions de société duale ou décisionnelle sont négativement connotées.

BIBLIOGRAPHIE

- C.S.F., *Femmes et questions démographiques: un nouveau regard*, Québec, Conseil du statut de la femme, Les publications du Québec, 236 p.
1991
- FORTIN, Andrée et Denys DELÂGE, Jean-Didier DUFOUR, Lynda FORTIN, *Histoires de familles et de réseaux*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 225 p.
1987
- GIARD, Luce, « Faire-la-cuisine », dans: GIARD, Luce et Pierre MAYOL, *L'invention du quotidien*, tome 2, 1980 *Habiter, cuisiner*, Paris, Union générale d'éditions, 316 p.
- GORZ, André, *Métamorphose du travail. Quête du Sens*, Paris, Galilée, 303 p.
1988
- GORZ, André, « À gauche, c'est par où ? Entretien avec John Keane », *Lettre internationale*, 25: 65-72.
1990
- MELUCCI, Alberto, « Mouvements sociaux, mouvements post-politiques », *Revue internationale d'action communautaire*, 10 / 50: 13-30.
1983
- SPIRO, Melford E., *Gender and Culture. Kibbutz Women Revisited*, New York, Schocken books, 116 p.
1979
- TOURAINÉ, Alain, *La voix et le regard*, Paris, Seuil, 310 p.
978
- TOURAINÉ, Alain, « Un nouvel âge de la politique », *Le magazine littéraire*, 264: 24-28.
1989
- TREMBLAY, Diane-Gabrielle, *L'emploi en devenir*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990 121 p.
- VANDELAC, Louise, « "... Et si le travail tombait enceinte ???". Essai féministe sur le concept de travail », 1981 *Sociologie et Sociétés*, 13, 2: 67-82.
- VANDELAC, Louise, Diane BELISLE, Anne GAUTHIER et Yolande PINARD, *Du travail et de l'amour. Les dessous de la production domestique*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 416 p.
1985
- YOUNG, Michael et Peter WILLMOT, *Le village dans la ville*, Paris, Centre de créations industrielles, 1983 Centre Georges-Pompidou, 255 p.